Tribunes publiées dans le Journal n°198

Carmen Hernandez-Hersemeule
Majorité municipale
Au nom de la majorité municipale
Au lendemain de la consultation menée par la Ville de Paris concernant la place des SUV en ville, nous constatons qu'elle a intéressé moins de 6 % des Parisiens. Cette parodie de démocratie est le contraire même de ce que devrait être une véritable démocratie populaire et locale. Au Blanc-Mesnil, nous concevons la démocratie non comme une série de coups de communication successifs mais comme un moyen utile de recueillir l'avis de la population afin d'adapter les politiques locales. Pour cela, nous disposons de plusieurs instances de concertation, les conseils de quartier d'abord, qui n'ont cessé, depuis dix ans, de se réunir et d'alimenter la réflexion collective autour des principaux axes stratégiques de la politique locale. Je peux témoigner du foisonnement d'idées extrêmement constructives qui ont enrichi et amélioré la décision publique. Les réunions « Dis Thierry » ensuite, véritable marathon démocratique auquel s'est livré notre sénateur Thierry Meignen. Quartier par quartier, il a pu écouter les doléances de nombreux administrés. S'ensuivirent des actions très concrètes, notamment en termes d'aménagement urbain. Cet exercice sera renouvelé dès la rentrée 2024 afin de faire entrer dans nos habitudes collectives ces moments de démocratie réelle. Enfin, à l'occasion de notre plan de réfection de la voirie communale, nous menons des consultations directes dans les rues concernées. À chaque fois, une présentation est faite avec les différentes options d'aménagement et les riverains choisissent, directement. Voilà la vraie démocratie locale. La démocratie des Blanc-Mesnilois, par les Blanc- Mesnilois, pour les Blanc-Mesnilois.
Didier Mignot
« Blanc-Mesnil à venir »
Président du groupe Blanc-Mesnil à venir
Le 1er Février 54, l'abbé Pierre lançait son célèbre appel en faveur des mal logés. 70 ans après, une crise du logement sans précédent et aux mêmes conséquences dramatiques est en cours, malgré les promesses de M.Macron en 2017 et de M. Sarkozy en 2006 sur « zéro SDF ». 2,5 millions de foyers sont demandeurs d'un logement social (combien dans notre ville ?) avec un délai moyen d'attente de 10 ans, se transformant ainsi en proies faciles pour les marchands de sommeil. Le mal logement c'est aussi la honte de notre pays avec ces 3000 enfants qui dorment dans la rue ! Nous ne nous habituons pas à cette situation. Et il faudrait abandonner l'idée que le logement social, qui est en fait le logement pour tous, est la solution à ce problème majeur qui mine la vie de milliers de familles Blanc-Mesniloises. Pourtant 76 % des franciliens peuvent prétendre à obtenir un logement social, ce qui démontre bien que ce dernier n'est pas uniquement le logement pour les seuls pauvres, comme se complaît à le dire la majorité municipale allant même jusqu'à dire qu'il ne faudrait pas « disséminer les problèmes » en en construisant davantage dans notre ville, traitant de la pauvreté comme d'une maladie honteuse, dans la droite ligne idéologique des propos du 1er ministre. En quoi la politique municipale du logement, avec la construction d'innombrables immeubles aux logements en accession à la propriété, inaccessibles au plus grand nombre, peut-elle contribuer à résoudre cette crise ? Cela mérite débat. Contact : bmavenir@gmail.com